

# La Presse



I . La Presse. 1838-03-03.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

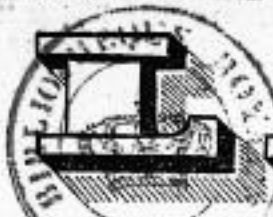
**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



SAMEDI 3 MARS.

ANNONCES :  
1 franc 50 centimes la ligne.  
RUE SAINT-GEORGES, 16.



# PRESSE

2<sup>e</sup> ANNÉE. — 1838.

ABONNEMENTS :  
Datent des 1<sup>er</sup> et 15 du mois.  
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 2-mars.

Une réflexion nous frappe, à propos de la discussion du projet de loi sur les attributions des conseils-généraux. Le parti radical, toujours prompt à produire ses doctrines, laisse passer en quelque sorte, les débats sur sa tête. Aurait-il, enfin, compris que ses théories sont impraticables, et que la décentralisation réclamée par le parti légitimiste ne saurait profiter à ses intérêts? La loi que la chambre discute en ce moment soulève de nouveau les questions vitales qui s'agitent depuis long-temps au sein de la société. Conservera-t-on à l'administration centrale, au pouvoir suprême, l'autorité nécessaire pour maintenir l'ordre et conserver l'unité dans le royaume? Le gouvernement abandonnerait-il au contraire une portion de sa puissance aux assemblées locales? Se placera-t-il inconsidérément sur la pente irrésistible où voudrait l'entraîner l'esprit de parti? Toute la loi est là, ainsi que l'on pourra s'en convaincre, en lisant l'article suivant que nous aurions voulu pouvoir publier plus tôt. Chaque fois que les chambres seront appelées à se prononcer sur des projets de loi réglant la formation ou les attributions de corps élus par le libre suffrage des citoyens, on verra se reproduire la lutte du principe de la décentralisation, tendant à faire triompher l'anarchie dans l'état, en brisant tous les liens politiques, contre le principe de la centralisation destiné à fortifier le système tutélaire auquel la France doit son salut. Il faut se résigner à subir ce combat continu, à disputer le terrain avec obstination à ceux qui s'efforcent de l'enlèvement : cette lutte quotidienne est utile à la cause des vrais principes.

La séance d'aujourd'hui a procuré une nouvelle victoire au système consacré dans le projet de loi du gouvernement. Un amendement de la commission, ayant pour objet de réserver aux conseils-généraux le règlement du mode de gestion des propriétés départementales productives de revenus, a été rejeté par la chambre qui, sur les observations de M. le ministre de l'intérieur, a compris que l'on ne saurait sans danger faire la moindre concession au système de la décentralisation. M. le comte de Montalivet a fait remarquer que les conseils-généraux ne sont pas permanents, qu'ils ne s'assemblent même pas, comme les conseils municipaux, quatre fois par année; il a fait sentir que de graves inconvénients résulteraient d'un ordre de choses qui permettrait aux conseils d'intervenir dans l'administration. M. le ministre a parlé le langage de l'expérience et de la pratique; la chambre lui a prouvé par son vote que c'est un langage qu'elle comprend.

Ainsi que M. de Montalivet l'a remarqué, l'article de la commission n'avait pas en lui-même une grave importance, puisque un grand nombre de départements n'ont point de propriétés, et que d'ailleurs leur possession est précaire et transitoire. Mais si nous applaudissons au rejet de l'article, c'est que nous sommes vivement préoccupé du danger qu'il y aurait à ne pas maintenir dans toute leur intégrité les droits du pouvoir central, à laisser les corps délibérants trop s'immiscer dans les détails d'une administration compliquée : l'œuvre du législateur est de définir les attributions de chaque pouvoir; l'œuvre de ceux qui sont opposés aux institutions existantes consiste à les confondre.

Les corps délibérants ont pour eux le contrôle; le pouvoir exécutif doit avoir l'action. Certes, nous connaissons tous les abus de la centralisation, nous savons sur quelles idées nous voudrions la voir assise; mais nous n'ignorons pas non plus que les provinces sont accessibles à des intérêts privés, dociles quelquefois à des conseils ennemis. Le Midi, le Nord ne sont-ils pas opposés d'intérêts; la mission du gouvernement n'est-elle pas de concilier, s'il est possible, ces intérêts divers; et pour les concilier, je le demande, ne doit-il pas être armé d'une grande force? Si on laissait prendre au système que nous combattons, le moindre avantage dans les lois départementales, on serait bientôt entraîné aux plus funestes conséquences; on verrait peut-être des provinces

essayer de détruire l'admirable union de toutes les parties de la France, par une fatale tendance à se soustraire au contrôle du pouvoir suprême.

La commission chargée d'examiner le projet de loi portant demande de crédits pour les pensions de retraite et pour indemnités de réforme, est constituée ainsi qu'il suit :

1<sup>er</sup> bureau : MM. Véluz. — 2<sup>e</sup> : Muteau. — 3<sup>e</sup> : baron Finot. — 4<sup>e</sup> : Leclerc. — 5<sup>e</sup> : Delbecq. — 6<sup>e</sup> : Tesnières. — 7<sup>e</sup> : Nosereau. — 8<sup>e</sup> : Pedro Lacaze. — 9<sup>e</sup> : vicomte Lemerrier.

La commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 4,404,845 fr. sur l'exercice 1838, pour compléter l'organisation des armes spéciales dans les divisions territoriales de l'intérieur, est composée :

1<sup>er</sup> bureau : MM. Mathieu (de la Redorte). — 2<sup>e</sup> : général Schramm. — 3<sup>e</sup> : général Demarçay. — 4<sup>e</sup> : général Bonnemains. — 5<sup>e</sup> : général Leydet. — 6<sup>e</sup> : Allard. — 7<sup>e</sup> : Stourm. — 8<sup>e</sup> : colonel Garraube. — 9<sup>e</sup> : Esplanier.

Voici les noms de MM. les membres de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit additionnel de 900,000 fr., pour l'inscription des pensions militaires en 1838.

1<sup>er</sup> bureau : MM. Vergne. — 2<sup>e</sup> : général Schramm. — 3<sup>e</sup> : général Schenelder. — 4<sup>e</sup> : Le général marquis de Labourdonnaie. — 5<sup>e</sup> : Piéron. — 6<sup>e</sup> : Allard. — 7<sup>e</sup> : Chaigneau. — 8<sup>e</sup> : colonel Garraube. — 9<sup>e</sup> : Périer (Alphonse.)

## ATTRIBUTIONS DES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX.

### I.

La législature de 1837 a déjà rempli une tâche importante en fixant les attributions des conseils municipaux; la chambre de 1838 va compléter dans son ensemble cette œuvre encore incomplète.

Il ne s'agit point d'innover, de réorganiser l'administration en France, pour en changer les principes, ou en modifier les termes. Il s'agit simplement d'éclaircir les points douteux, de dessiner d'une manière plus nette et plus précise l'attitude que doivent prendre les assemblées départementales, et de rendre leur marche plus sûre en leur traçant les règles à suivre.

Les conseils-généraux et d'arrondissement, sous l'autorité de la puissance législative, sont chargés de la répartition des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres, du cadastre, de la circonscription des départements, arrondissements et communes, des impositions extraordinaires, des emprunts dans l'intérêt du département, etc. Sous l'autorité du roi, les conseils-généraux exercent des attributions relatives aux travaux d'utilité publique départementale, tels que routes, chemins vicinaux de grande communication, bâtiments, etc.

Ils règlent et votent les dépenses nécessaires pour le service des enfants trouvés, des dépôts de mendicité et d'aliénés, les secours aux voyageurs indigents, etc. Ils proposent au ministre un projet de budget pour les dépenses variables. Ils approuvent ou rejettent les comptes de ces dépenses, expriment leur avis sur les demandes d'établissements publics, foires et marchés, bureaux de poste, brigades de gendarmerie, et en général sur tous les besoins du département.

Le conseil-général est, sans action politique, dans un département, ce que sont les chambres dans le royaume : défenseur des droits des citoyens, chargé spécialement par eux de gérer leurs intérêts.

Le conseil d'arrondissement ne peut agir que sous l'autorité du conseil de département; mais ses avis ont un grand poids, et sont des éléments nécessaires de l'instruction. Il est chargé de la sous-répartition de l'impôt entre les communes; il entend les comptes annuels du sous-préfet sur l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement; il exprime son opinion sur l'état et les besoins de ce même arrondissement.

Quoique ce conseil n'ait que des attributions peu nombreuses, quelques-unes sont néanmoins d'une grande importance. La sous-répartition de l'impôt, par exemple, entre les communes de l'arrondissement que les conseils ont le droit de faire, sauf recours de la part des communes intéressées, au conseil-général.

Depuis la révolution de juillet, deux projets de loi ont été présentés pour définir et fixer les droits des conseils-généraux et d'arrondissements; l'un fut présenté à la chambre des députés en 1831, l'autre en 1837, à la chambre des pairs, qui en discuta les dispositions et en approuva la rédaction; mais ce dernier projet n'a point encore reçu la sanction qui doit lui donner force de loi.

Plusieurs lois spéciales sont venues ensuite augmenter les attributions des conseils départementaux, notamment celle du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, et celle du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux.

Le nouveau projet a pour but de combler les lacunes existantes dans la législation actuelle.

Le pouvoir des conseils-généraux s'exerce exclusivement sur les impôts de répartition. Le projet ne change rien en cela, mais il remédie aux inconvénients résultant des réclamations que ces répartitions pouvaient faire naître de la part des arrondissements et des communes.

Il importe, comme on le propose, que le conseil-général soit juge souverain de ces réclamations, la législature ne pouvant en aussi bonne connaissance de cause intervenir dans de semblables débats, qui, se renouvelant fréquemment, donnent un surcroît de travail, compliquent les écritures, et exposent à des injustices.

D'autre part, il est constant que si le conseil d'état prononce sur les réclamations des contribuables en matière de contributions directes, cette attribution rentre dans le contentieux administratif, que la répartition entre les arrondissements et la répartition entre les communes, ne sont pas, ainsi que la répartition individuelle, appuyées sur des bases solides, et déterminées par la loi. Le caractère de la mesure diffère essentiellement, et la décision doit être laissée à une autre autorité.

Les dépenses variables dont la fixation, d'après l'ancienne loi, est attribuée aux conseils-généraux, sont de deux sortes.

Les unes ne dépendent pas absolument des votes des conseils-généraux, parce qu'elles sont le résultat de faits matériels, tels que le nombre des détenus dans les prisons, des enfants abandonnés dans les hospices, le casernement de gendarmerie, les cours et tribunaux, loyers, entretien de mobilier et bâtiments.

Les autres dépenses variables prennent leur origine dans le droit d'initiative des conseils, et s'appliquent à des objets d'utilité départementale. Ces dépenses s'appliquent aux travaux des routes, des constructions, subventions, encouragements, etc.

Ces attributions se rattachent à l'administration générale du royaume plutôt qu'aux conseils des départements.

En effet, aucune de ces dépenses n'est, à proprement parler, d'un intérêt purement local. Elles touchent toutes au maintien de l'ordre, elles sont indispensables, obligatoires. L'étendue seule des services peut varier, suivant les besoins ou l'importance des localités. Les conseils-généraux ne peuvent les supprimer, du moins celles qui causeraient dommage à la chose publique. Une ordonnance du roi peut les imposer d'office.

Le projet de loi reconnaît aussi les dépenses obligatoires et sans enlever rien à la liberté d'action des conseils-généraux, il regarde comme nécessaire que le gouvernement intervienne, parce qu'il serait extrêmement fâcheux que pour une dépense convenable ou utile, un département ne puisse apporter sa part aux charges qui doivent peser sur tous, et se mette pour long-temps dans une position de gêne qui compromette son avenir.

L'art. 29 du projet de loi porte « que les actions du département seront exercées par le préfet, en vertu des délibérations du conseil-général et avec l'autorisation du conseil d'état. »

» Néanmoins, le préfet pourra, sans autorisation, faire tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des échéances. En cas d'urgence reconnue par le conseil de préfecture, il pourra, de l'avis de ce conseil, intenter les actions possessoires, et défendre toute action quelconque. »

Jusqu'ici ces prévisions avaient échappé au législateur, et il

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

### COURRIER DE PARIS.

Raconter les joies qui depuis huit jours enivrent Paris serait chose impossible; il y a eu des fêtes pour tout le monde, des bals à tous les étages; on a dansé à la lueur de tous les flambeaux, candelabres d'or et chandeliers de cuivre, lustres en cristal de diamants, et quinquets à réflecteurs de fer blanc; la plus humble clarté, la plus éclatante lumière brillait à la même heure pour un plaisir. Oh! la fatigue sera grande après ces jours de fêtes orageuses. Un si beau carnaval doit faire la fortune des médecins...

Les bals Musard et Valentino ont toujours la vogue. Le bal Musard est déjà une vieille folie consacrée par le temps et adoptée par l'usage. Les jeunes gens de la meilleure compagnie, les héritiers de nos plus grands noms y vont dépenser l'ardente activité que l'émigration intérieure et leurs répugnances politiques leur laissent tout entière; ils dansent, ils galoppent, ils valsent avec enthousiasme, avec passion, comme ils se battraient si nous avions la guerre, comme ils aimeraient si nous avions encore de la poésie dans le cœur. Ils ne vont pas aux fêtes de la cour, fi donc! ils y trouveraient leur notaire et leur banquier; mais ils vont au bal chez Musard; là, du moins, ils trouvent leur valet de chambre et leur palfrenier; à la bonne heure! On peut, sans se compromettre, danser en face de ces gens-là. L'esprit de parti a découvert une mine de scrupules inouïs, de délicatesses étranges, auxquels, heureusement, nous ne comprenons rien; aujourd'hui, grâce aux nouvelles susceptibilités de la politique, servir son pays comme officier, comme diplomate, comme magistrat, c'est parjurer sa foi, c'est être indigne de son nom; mais, en revanche, passer sa vie à fumer, à jouer, à boire jusqu'au délire; à déchirer, de ses éperons, le canapé d'une danseuse, à médire avec elle des femmes du monde, qui ont eu l'esprit de se moquer de vous, et qui vous préfèrent les vieux élégants de l'empire; se livrer sans colère aux propos les plus grossiers; ne vivre enfin ni pour l'étude, ni pour le cœur, ni pour la gloire, cela s'appelle garder ses convictions, être fidèle à une noble chose, comprendre enfin tous les devoirs de son rang et de son nom. Oh! noble parti! que vous remplit bien la mission qui vous est confiée! Qu'il serait fier de vous, ce jeune roi dont vous préparez le retour, s'il pouvait vous contempler dans vos jours d'enthousiasme! Quel séduisant avenir pour lui que l'espérance d'une cour si chevaleresque et si brillante! et puis quelle sympathie éveilleraient en lui de si touchants tableaux! Quelle heureuse harmonie entre son existence et la vôtre; comme vous marchez bien ensemble au même but, comme vous suivez bien la même route, comme vos pensées sont bien l'écho de ses pensées! Mêmes occupations, mêmes loisirs. Il travaille... Vous jouez aux cartes!... Penché sur de gros livres, il étudie l'histoire, il interroge la science... Penché sur un billard, vous étudiez un nouveau coup!... Chaque soir il tombe à genoux devant une image du Christ, et, dans l'extase de la prière, il pense à son pays, il pense à vous, à vous ses défenseurs et ses amis... Chaque soir vous tombez aussi, mais sous une table et dans l'ivresse du vin et de la fumée; vous ne pensez à personne, car vous ne pensez pas du tout. Voilà sa vie, voilà la vôtre. Oh! s'il était revenu il y a deux jours, quel admirable accueil il eût reçu de vous, avec quel empressement vous auriez couru à sa rencontre en descendant de la Courtille, déguisés en troubadours et en charretiers, en bateleurs et en malins, en Robert-Macaire et en postillon de Lonjumeau! Maintenant que le délire est passé, soyez de bonne foi, Messieurs, et dites-le avec nous: ce rôle n'est pas celui qui vous convient. Ce n'est pas ainsi que doit être représenté, dans la capitale de la France, par des hommes, héritiers de noms glorieux, le parti de la vieille monarchie, quand ce parti est si noblement représenté dans l'exil par deux femmes de courage, par deux enfants pleins de dignité. Sans doute, il est de nombreuses exceptions à cette générale folie. Nous connaissons plus d'un jeune fils de duc qui mène une vie laborieuse, et qu'un avenir de dangers et de privations n'épouvante pas. Nous pourrions citer plusieurs exemples de résolutions énergiques que tous les esprits sages doivent admirer; mais ces exceptions trouvent si peu de sympathie, et l'on en parle avec un étonnement si plaisant, qu'elles viennent encore nous donner raison, et prouver que de tous les partis qui divisent le pays, celui qui comprend le mieux sa destinée est précisément

celui qui devrait être le plus respecté, et qui est le plus respectable puisqu'il a pour principe le culte sacré des souvenirs.

Le bal masqué donné au profit des indigents était une innovation; il aura le sort de toutes les choses nouvelles qui, chez nous, ne réussissent que lorsqu'elles ont cessé de l'être; nous sommes un peuple inconstant et léger qui avons beaucoup de peine à nous accoutumer à ce qui est nouveau; tout changement nous est odieux; nous admettons la variété, mais la variété dans les trois ou quatre mêmes choses; nous démenageons souvent, mais nous habitons toujours le même quartier. On dit : cela a réussi parce que c'était nouveau; eh! bien non, cela a réussi malgré la nouveauté, parce que c'est venu à propos. On ne pardonne aux entreprises nouvelles, que lorsqu'elles sont très opportunes, et que l'on y est préparé long-temps d'avance par le besoin universel. Or comme le besoin d'un bal masqué de bonne compagnie ne se faisait pas généralement sentir, on a froidement accueilli celui de lundi dernier. Il était cependant fort beau; les hommes y étaient en grand nombre, mais il n'y avait pas assez de dominos. D'ailleurs ces dominos de fantaisie ôtent tout le mystère de l'intrigue. Les femmes sont tout de suite reconnues; autrefois tous les dominos étaient pareils, tous en taffetas noir, même étoffe, même camail, mêmes ornements; c'était comme les gondoles à Venise, elles se ressemblaient toutes; aussi Venise est-elle la ville du mystère! Les femmes étaient toutes vêtues de la même manière; il en résultait une grande confusion qui déroutait les plus malins observateurs. Une femme venait vous parler deux et trois fois, vous pouviez croire que trois femmes vous avaient parlé, elle lançait un mot piquant et disparaissait dans la foule; vous la poursuiviez, vous arrêtiez une autre femme à qui vous adressiez la réponse que vous destiniez à la première. Quelquefois deux dominos, trois, quatre dominos, s'entendaient et vous entraînaient dans une quadruple intrigue, qui vous faisait tourner la tête; maintenant chaque domino se met à sa fantaisie : l'un porte un bonnet rose, l'autre un camail; celui-ci préfère le satin noir, celui-là à deux volans de dentelles pour se distinguer. Les femmes semblent n'avoir d'autre but que celui de se faire reconnaître; il faut dire la vérité, elles y parviennent complètement. Nous ne sommes point allés à ce bal, et nous le déclarons positivement



importait qu'en consacrant et organisant pour ainsi dire l'existence civile des conseils-général, la loi réglât un des points les plus essentiels de cette existence.

En effet, ces conseils ne s'assemblent que momentanément, et si le département est mis en cause, le préfet pourra défendre ses intérêts sans attendre la réunion du conseil. Le préfet est administrateur du département; il en connaît mieux les besoins, la position, ce qu'il convient de faire pour ses intérêts. Tout en l'investissant du droit d'exercer les actions du département, le projet de loi veut qu'il soit soumis à l'accomplissement de formalités qui empêchent que le département ne s'engage dans des contestations longues et toujours coûteuses.

On s'est beaucoup occupé de la question de savoir s'il conviendrait de livrer à la publicité les procès-verbaux des séances des conseils-généraux.

Dans beaucoup de localités des journalistes en ont demandé communication. Quelques-uns l'ont obtenue, à d'autres elle a été refusée. — Depuis la création des conseils-généraux, les séances n'ont jamais été publiques : on comprend facilement à quels graves inconvénients entraînerait la publicité des séances d'une assemblée administrative où sont discutées des questions d'intérêts, l'expérience l'a suffisamment démontré. Mais, d'une part, si la publicité des séances doit être interdite à cause des dangers qu'elle présente, la publicité des actes de délibération ne peut être qu'avantageuse.

Le projet de loi propose d'autoriser l'impression des résultats des délibérations. Ces expressions ne nous paraissent pas avoir un sens assez large. Ce que nous demandons, ce qu'il faut, ce n'est pas l'impression des résultats des délibérations, c'est l'impression des procès-verbaux des séances. Les procès-verbaux, il est vrai, sont bien les résultats des délibérations, mais les résultats sont moins que les procès-verbaux, et les procès-verbaux disent plus que le chiffre des résultats; car, dans l'acception naturelle du mot, les résultats ne sont autre chose que les budgets et les comptes. Or, ces budgets et ces comptes, qui contiennent en chiffres les résultats d'une partie des délibérations des conseils, sans les observations ou explications que la discussion ne peut manquer de soulever, ne sont pas suffisants; et d'ailleurs, dans tous les départements, et en vertu de la loi du 17 août 1828 (art. 6), les budgets et les comptes doivent être livrés à l'impression; la loi à intervenir ne ferait rien de plus, si elle ne portait formellement que les procès-verbaux des séances, délibérations et rapports relatifs aux affaires départementales seront imprimés aux frais du département.

L'article 10 de la loi du 28 pluviôse an VIII a défini les attributions des conseils d'arrondissement. Ces attributions, sans avoir la même importance que celles des conseils départementaux, sont calquées sur celles-ci, et, dans tous les cas, les avis des conseils d'arrondissement sont de la plus haute utilité aux conseils supérieurs qu'ils éclairent, et auxquels ils préparent pour ainsi dire la matière.

Il est nécessaire que la nouvelle loi contienne des dispositions qui, sans sortir les conseils d'arrondissement du système de subordination aux conseils généraux, évitent néanmoins de fractionner l'intérêt départemental et de mettre les arrondissements en opposition en leur donnant une existence civile indépendante.

De cette indépendance naîtraient les conséquences les plus funestes. Il est facile de le comprendre : si un conseil d'arrondissement avait la faculté de voter à son gré des centimes additionnels, il s'ensuivrait que cet arrondissement se trouverait surchargé comparativement aux autres, ce qui ne l'empêcherait pas néanmoins de supporter en outre les centimes additionnels départementaux qui seraient votés par le conseil-général, s'il le jugeait nécessaire aux besoins des services du département. Or, ce serait chose déplorable, car les contribuables de l'arrondissement seraient exposés à payer un excédant d'impôts, et de plus, à le payer pour des dépenses inutiles.

Il n'y a nul doute que l'existence civile indépendante de l'arrondissement devint funeste à l'intérêt public, si elle était légalement consacrée.

Il paraîtra suffisant d'établir que les conseils d'arrondissement auront le droit de voter les impôts extraordinaires, mais que toujours ces votes devront être soumis à l'approbation du conseil-

général pour obtenir l'autorisation nécessaire de la législature.

Tels sont à peu près les changements introduits sur le nouveau projet de loi dans les attributions déjà existantes des conseils généraux et d'arrondissement. Ce projet, toutefois, peut fournir l'occasion aux chambres, de remplir quelques-unes des lacunes de la législation, relativement aux routes départementales et aux chemins de grande communication.

Un de nos abonnés nous adresse la question suivante, que nous reproduisons dans les termes même de la lettre :

« Une personne peut-elle en même temps exercer la profession de marchand d'eau-de-vie en gros et celle de marchand en détail, en remplissant, pour chacune de ces professions, les conditions que la loi lui impose? La qualité de marchand en gros lui enlèvera-t-elle le bénéfice de l'article 41 de la loi du 21 avril 1832, qui permet aux détaillants de s'affranchir des exercices en payant certains droits? »

Voici notre réponse :

Les articles 97, 104, etc., de la loi des finances de 1816, qui interdisent la vente en détail aux marchands en gros, ont pour but de prévenir les fraudes en matière de contributions indirectes. Ces articles n'ayant été remplacés ni abrogés par aucune disposition de loi postérieure, nous pensons que la régie est fondée à en invoquer les termes et en requérir l'application.

## Nouvelles étrangères.

**Espagne.** — Madrid, 19 février. — Nous sommes sans nouvelles de Basilio Garcia, depuis l'avantage remporté par nos troupes dans les plaines de Baiza. On sait cependant que la faction est extrêmement démoralisée, et qu'elle s'est partagée en bandes de 4 à 500 hommes; on attend à chaque instant la nouvelle d'un autre affaire.

Quant à l'armée du nord, on sait que le comte de Luchana s'est mis en mouvement, et l'on assure qu'il s'est dirigé vers Estella.

Le cabinet continue à être parfaitement d'accord, et l'activité de M. Mon, ministre de finances, ne s'est point ralentie. Une affaire de 20 millions vient d'être signée entre ce ministre et la maison Rothschild; cette opération est basée sur la contribution extraordinaire de guerre, qui sera prélevée dans l'île de Cuba. Déjà 6 millions ont été versés dans les caisses du trésor, et l'on espère que sous peu de temps quelques autres capitalistes étrangers traiteront de plus amples affaires avec M. Mon. L'intendant de Madrid vient d'être changé.

— Le Phare de Bayonne du 27 février, contient la lettre suivante :

On nous écrit de Saint-Sébastien, le 24 février. — M. Dauphin, ancien employé d'une administration militaire en France, qui est établi dans cette ville depuis quelques années, a été arrêté hier dans son domicile et enfermé au château.

Il paraît que M. Dauphin, ayant reçu de graves insultes du brigadier Jochims, Allemand au service de la reine, lui a demandé une réparation qui a été refusée. Indigné de ce procédé, M. Dauphin a accosté le brigadier Jochims bien sur la place, et n'a pu se dispenser de le traiter fort durement. L'Allemand était en uniforme d'officier-général et armé. Se voyant ainsi apostrophé, il a porté la main sur son sabre; mais l'impétueux Français, qui n'avait pas même une canne, s'est précipité sur lui; l'a désarmé, et a repris le chemin de son domicile.

Il y avait à peine cinq minutes que M. Dauphin était rentré chez lui, lorsqu'un détachement de fantassins à l'envahissement sa demeure, l'a arrêté et conduit au château.

Toutes les conversations roulent sur la conduite de M. Dauphin, et tout le monde y applaudit.

Après dix jours de halte à Azcoitia, et voyant que les troupes de la Reine ne faisaient plus d'Estella l'objet de leurs démonstrations hostiles, le prétendant s'est déterminé à quitter le couvent de Saint-Ignace de Loyola, près d'Azcoitia, dans la matinée du 21. Le soir du même jour il arrivait à Tolosa, y couchait, continuait sa marche le lendemain par la route de Lecumberry, et parvenait, le 25 au soir, à Echaur-Aranaz, où il passait la nuit. Là s'arrêtent nos informations sur l'itinéraire de don Carlos; on dit cependant que ce prince devait partir d'Echaur-Aranaz pour Estella, dans la journée du 24.

**Grande-Bretagne.** — Nous recevons la relation de la chambre des communes, M. O'Connell a pris la parole après M. le président qui l'a réprimandé au nom de l'assemblée. Voici les détails de cette séance mémorable.

**CHAMBRE DES COMMUNES.** — Séance du 23 février.

Sur la motion de lord Maidstone, l'ordre du jour réclame la présence de M. O'Connell à sa place habituelle.

**L'ORATEUR** (président) : M. O'Connell est-il à sa place?

**M. O'CONNELL**, se levant : Me voici, monsieur. (L'honorable membre, après s'être incliné, se rassied.)

**L'ORATEUR** (président) : Veuillez vous lever.

**M. O'CONNELL** se lève.

**L'ORATEUR** (président) : M. O'Connell, vous vous êtes laissé aller à prononcer dans une réunion publique des expressions qui ont engagé la chambre à adopter les résolutions suivantes : « Ici l'orateur (président) donne connaissance à M. O'Connell de la teneur de ces résolutions; en vertu desquelles il doit être réprimandé à sa place. »

Il ajoute : « L'accusation de parjure flagrant est la plus grave que l'on

puisse articuler. Vous ne pouvez dès lors être étonné après avoir fait passer une telle imputation sur les membres de cette chambre, de l'indignation que ces reproches ont soulevés parmi ceux des membres contre lesquels ils étaient dirigés, et vous devez comprendre que vous vous êtes exposé à la critique la plus rigoureuse et que vous avez encouru le déplaisir de la chambre. Vous avez essayé de justifier votre conduite en déclarant que vous aviez été inspiré par votre conviction que les tribunaux électoraux étaient constitués de la manière la plus déficiente. Vous avez dit qu'en stimulant l'opinion publique vous aviez pour unique objet d'appeler le remède au mal. Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'au moment où vous avez employé ces expressions que l'on condamne aujourd'hui, la chambre avait reconnu presque à l'unanimité la nécessité de tenter de porter un remède à l'abus signalé; et vos talents et votre mérite n'eussent pas trouvé une plus belle et plus utile occasion que celle offerte par la discussion d'une mesure destinée à remédier au mal.

Vous avez ajouté (et c'est vrai) que d'autres membres s'étaient servis d'expressions aussi fortes que les vôtres. En thèse générale, la chambre a toujours pensé qu'il était de sa dignité et que la prudence lui commandait de chercher défense et protection contre la malveillance et la calomnie, dans le sentiment de ses devoirs et de sa fidélité. Mais il ne pouvait en être ainsi lorsque c'est un de ses membres qui cherche à la dégrader, à la bétrir aux yeux du public, en accusant de parjure, flagrant un certain nombre des membres dont elle se compose. Nul ne sait mieux que vous qu'en vertu des lois et de la constitution du royaume, la chambre a été investie d'un pouvoir et d'une autorité, tels que ses actes doivent exercer nécessairement une importante influence sur le sort de l'état, et que jamais un pouvoir ne peut s'exercer avantageusement, sans que ses dépositaires soient appelés à jouir de la confiance et du respect publics. Le premier devoir de chacun des membres de cette chambre est de contribuer autant qu'il est en lui à maintenir cette dignité, dont la conservation est, aussi essentiellement, pour la chambre elle-même que pour le pays. S'il arrivait malheureusement que la chambre fût privée de son influence morale et de sa dignité, et qu'elle perdît la confiance et le respect du peuple, ses moyens de résistance contre d'injustes exigences seraient tellement affaiblis, que cette grande assemblée, dont la constitution est aujourd'hui si populaire, se verrait entraînée, et flottant au gré de toutes les impulsions étrangères, et l'intérêt public aurait à en souffrir. Je me croirais indigné de la position que j'occupe, si je ne prenais pas le plus vif intérêt à tout ce qui peut affecter la dignité de cette chambre; je n'en étais pas jaloux. Je regrette donc d'avoir été forcé, par la nature même de mon devoir, de réprimer hautement la conduite d'un membre qui a voulu décrier la chambre, en s'attaquant directement à l'honneur, et en accusant la conduite d'une grande partie de ses membres. Il ne me reste plus qu'à remplir les ordres de la chambre, qui veut que je vous réprimande, M. O'Connell, c'est ce que je viens de faire. »

**M. O'CONNELL** prend aussitôt la parole : « Monsieur le président, la chambre établie en ce moment un précédent fâcheux, je dois le dire; je ne me plains pas personnellement d'avoir été en quelque sorte paralysé dans la marche à suivre pour ma défense personnelle. Je sais qu'il importe peu à la chambre que sa conduite me jette ou non dans la perplexité; mais ce qui importe, c'est que la chambre ne se mette pas dans une fausse position vis-à-vis du pays : ce n'est pas parce qu'il vous plaît de vous proclamer vous-mêmes des hommes purs que le pays voudra vous croire sur parole. (On applaudit.) Ce n'est pas parce qu'une majorité de 9, de 29 ou de 200 voix aura proclamé sa vertu, que le pays croira à la vertu de la majorité. Peu m'importe la moralité ou l'immoralité reconnue de la chambre; mais dans l'intérêt même de cette assemblée, il serait à désirer que tous ses actes fussent entièrement étrangers aux préventions politiques et à l'esprit de parti : à mes yeux, comme aux yeux du public (je le pense, du moins), la chambre ne venge pas plus son honneur que ne le feroient les juges qui se défendent d'avoir prélevé l'impôt sur la construction des navires. Je ne trouve pas que mes expressions aient mérité la qualification qui leur a été donnée par la chambre, en les traitant de mensongères et contraires aux faits. Je n'hésite pas à déclarer que mes expressions sont conformes à la vérité. J'ai en main les preuves de ce que j'avance, et je pourrais démontrer que la partialité la plus révoltante a toujours présidé aux comités électoraux. L'argument le plus puissant à l'appui de mon assertion, c'est que personnellement je voudrais proclamer l'impartialité de ces tribunaux. Du moment que la partialité des comités est flagrante (et personne ne prend la parole pour me réfuter) si la part prise par les membres des comités à leurs actes n'est pas une parjure, j'ignore comment on pourra la qualifier. »

Voilà tout ce que j'ai voulu dire. Les membres des comités obéissent à des préventions politiques. En reconnaissant l'exactitude de mes assertions, il a fallu les faire passer pour fausses, parce que l'on avait besoin de ce prétexte pour me faire réprimander. Cette conduite de la chambre prouve que je n'ai pas l'avantage de jouir de la faveur d'une partie de ses membres, c'est peut-être ma faute; je ne m'en repens nullement. (On applaudit.) J'ai le plus grand respect pour l'assemblée; mais il n'est pas de respect humain qui puisse m'empêcher de dire la vérité. Galilée, dans son cachot, criait encore à ses geôliers : « La terre tourne, entendez-vous? » La vérité est une chose sacrée; je l'ai dit, je le répète, les comités électoraux sont entachés de partialité. Messieurs, je vous prie de déclarer en conscience si ce que je dis est vrai ou faux. (On applaudit.) En proclamant cette vérité, j'ai été plus parlementaire que l'auteur de la brochure imprimée il y a plus d'un an, dans laquelle on lit, en parlant des comités : « Tous les principes de la décence et de la justice sont notoirement et ouvertement prostitués. » Le public a lu ces mots, le public les approuve. Ce n'est pas une majorité de 9 voix qui le convertirait. (On applaudit.)

Poursuivons. La brochure ajoute : « La solennité d'un serment et l'opinion publique ont peu d'influence sur beaucoup d'hommes, lorsque l'intérêt de leur parti est en jeu. » Le public a lu ces mots; il les approuve, il les répète : « Que deviendrait après cela votre réprimande? » Je n'ai pas exprimé le regret de ce que j'avais dit, je n'ai rien rétracté, je ne rétracte rien. (Applaudissements.) M. le président, j'ai pris la parole uniquement pour demander, n'ayant pu le faire ayant la nomination d'une commission d'enquête. A votre résolution je veux répondre par des preuves; je demande une commission dont les principaux chefs de chaque opinion feroient partie : le président lui-même nommerait les membres de cette commission. Vous ne pouvez pas me refuser

aux personnes qui prétendent nous y avoir rencontré; mais il nous est arrivé à propos de cette fête une chose si plaisante, que nous ne pouvions résister au plaisir de la raconter. On avait en la bonne grâce de nous envoyer un laissez-passer, pour nous épargner l'ennui d'attendre une heure à la file. Au seul aspect de cette carte les gardes municipaux s'apaisaient, ce talisman faisait reculer les chevaux; et tous les obstacles s'aplanissaient devant nous. Comme nous n'allions point au bal, cette insignie faveur allait être perdue lorsqu'un de nos amis arriva. Vous n'allez pas au bal ce soir, dit-il. — Non... — Pourquoi?... — Parce que j'y vais demain. — Ce n'est pas une raison. — Si vraiment, un plaisir m'attriste, mais deux plaisirs m'ennuient. — Ah! voilà un laissez-passer? On vous en a envoyé un? — Oui, le voulez-vous, je vous l'offre de bon cœur. — Je le prends — mais il faut y mettre votre cachet. — Je ne rentre pas chez moi, prêtez-moi un cachet quelconque... Alors nous prenons un cachet de fantaisie, le premier venu, mais nous vous donnons en mille à deviner quelle en était la devise?... Oh! nous en avons bien ri. Sur ce laissez-passer qui devait servir à couper la file, on lisait ces mots : **TOUT VIENT A POINT A QUI SAIT ATTENDRE!**

L'épigramme était sanglante, heureusement les gardes municipaux ne l'ont point sentie. A ce bal, il y avait un grand nombre de députés, les personnages graves dominaient; c'était une fête de charité. Les hommes sages avaient saisi cette occasion généreuse de s'amuser, ils se reconnaissaient par une bonne action le droit de chercher encore un plaisir.

Les nouveautés littéraires attendent le carême pour voir le jour; on lit bien peu quand on a passé la nuit à galoper chez Musard, ou même à danser dans une fête plus fashionable. On parlait pourtant dans quelques salons d'esprit des vers d'Alfred de Musset, publiés par la *Revue des Deux-Mondes*; et l'on s'étonnait de ce jeune talent si varié, et l'on se demandait s'il était bien vrai que l'auteur de *Frédéric et Bernerette* fût l'auteur de *L'Espoir en Dieu*. On parlait aussi du dernier numéro du *Journal des Enfants* qui a pris depuis deux mois une position toute littéraire par les grandes célébrités qui sont venues lui prêter leur éclat. On riait de ce titre donné, par Mme SOPHIE GAY, à l'un de ses plus jolis contes : *Nichard et Gobe-Tout*; on citait l'histoire de *Miss Emily Branstons*, la *Nymphé de Sainte-*

*Hélène*, histoire véritable racontée d'une manière si touchante, par M. LAUTOUR MÉZERAY. On vantait, comme un chef-d'œuvre de narration, l'*Enfant de la ville de Rouen*, par JULES JANIN; puis le *Tour de France*, par FREDÉRIC SOULIÉ; le *Revenant du bibliophile JACOB*, et enfin les merveilleuses *Aventures de Jacques I<sup>er</sup> et de Jacques II*, par ALEXANDRE DUMAS. Vous le voyez, le *Journal des Enfants* accapare à lui seul les rédacteurs du *Journal des Débats* et de la *Presse*, ce qui faisait dire à un assez mauvais plaisant l'autre jour : « Il n'y a plus d'enfants! » En effet nous pensons que l'histoire de Jacques I<sup>er</sup>, singe africain de grande espèce, et de Mlle Camargo, grenouille française trouvée dans la plaine St-Denis, est une histoire à la portée de tous les âges; un centenaire s'en amuserait.

A propos de singe, Jacqueline, dont nous avions annoncé la maladie, est complètement rétablie. Maintenant le public est admis à l'honneur de lui faire sa cour. Elle est charmante, cependant son éducation a un peu souffert des soins qu'il a fallu donner à sa santé. On lui a fait quitter le dessin; on ne verra donc aucun tableau de sa façon au Musée de cette année; on ne lui permet que la danse. Cet exercice salutaire lui fait grand bien; sa taille se développe, elle sera fort belle. Jacqueline danse à merveille, avec grâce, originalité, c'est un genre tout nouveau, une catbucha naturelle, même un peu sauvage, qui a beaucoup de séduction. Elle étudie tous les jours à une heure, allez l'applaudir.

Nous n'avons pas encore visité le salon, nous savons cependant que quelques peintres ont eu la bonté de s'occuper de nous. On s'est rappelé que les tableaux de melons nous préoccupaient singulièrement; on est venu nous dire qu'il y en avait plusieurs. Ce qui nous a fait grand plaisir. Les lièvres y sont en grande majorité, les lièvres cette année ont remplacé les lapins. Les rêveries de civet ont succédé aux rêves de gibelottes. C'est un progrès; l'art se rapproche du genre noble, espérons!

La couleur à la mode, c'est le jaune-paille; nous avons vu de charmantes robes de bal de cette couleur; la plus jolie était parsemée de violettes de Parme; une guirlande de violettes mêlée de diamans complétait cette parure, qui nous a semblé du meilleur goût; des couronnes de dahlia vont assez bien aux femmes qui aiment à produire de l'effet; les guirlandes de feuillage sont aussi très en faveur; les bouquets de mara-

bout sur une robe de tulle bleu font un effet charmant : ce sont de légers nuages sur un ciel d'été.

L'essai des robes demi-trainantes n'est pas heureux; elles n'ont pas la majesté des robes à queue, elles n'ont plus l'élégance des robes courtes; on n'est pas une reine, on n'est plus une nymphe; on a l'air d'avoir emprunté la robe d'une autre. En fait de parure, et en général, nous sommes l'ennemi du juste-milieu : un manteau de cour, un habit de cheval, se relèvent franchement sur le bras, et les femmes mettent quelquefois beaucoup de coquetterie dans cette manière de porter leur robe; mais cette robe trop longue, qui n'est pas assez longue, vous ne pouvez la porter sur le bras, vous la relevez gauchement, comme pour traverser un ruisseau, et ce geste n'est nullement gracieux. Défiliez-vous des gants garnis de marabouts, et de comètes roses, méfiez-vous...

Mais voici qu'on nous apporte une brochure d'Alexandre Duval; elle a pour titre : *Le Théâtre-Français, depuis cinquante ans*; nous vous quittons pour la lire, nous en parlerons samedi prochain; nous vous donnerons aussi des nouvelles de *Marion Delorme*, qu'on doit jouer demain à la Comédie-Française, car dans notre impartialité, nous mêlons ensemble le classique et le romantique; nous avons un trop sincère amour de l'art pour ne pas admirer également le patriarcat de l'ancienne école, et l'apôtre de la nouvelle; nous ne savons point séparer le père des enfants.

En parlant de patriarcat, nous nous rappelons que demain, c'est-à-dire aujourd'hui, le doyen de la diplomatie, M. le prince de Talleyrand, doit prononcer, à l'Académie des sciences morales et politiques, l'éloge de M. Reynhart. Un discours par M. de Talleyrand! quelle merveille!... Qui peut lui inspirer ce dévouement? Quand on s'est immortalisé par des mots si spirituels et si profonds, se résigner à faire un long discours, quel sacrifice! quelle abnégation! car enfin, pour dire ces fameux mots que toute l'Europe sait, il faut des idées, et pour faire un discours il ne faut que des phrases. Ah! si la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, les discours lui ont été généreusement octroyés pour cacher qu'il ne pensait pas. — Demain, demain... Non... Aujourd'hui qu'il y aura de monde à l'Académie!...

VICOMTE CHARLES DE LAUNAY.



Le tribunal que je réclame, un tribunal composé de juges impartiaux, équitables, tandis que votre tribunal actuel est le plus absolu qui soit au monde. Vous dites que vous ne connaissez pas les lois et vous voulez, malgré votre incompétence, vous constituer juges sur des questions légales.

Il me faut des juges, je demande à être jugé. (Ecoutez.) Si la commission décide que j'ai avancé des allégations mensongères, je consens à m'humilier, à me courber devant sa décision. Si la commission déclare que j'ai présenté les choses sous un faux jour, je ferai toutes les réparations que l'on pourra, que l'on voudra me demander; mais je ne puis reconnaître une censure qui m'est infligée par le vote d'une majorité résolue à ne pas remédier au mal dont je m'étais plaint. (On applaudit.) Je me résume, M. le président; je demande qu'une commission d'enquête soit désignée et je me soumettrai ensuite à ce que la chambre croira devoir ordonner; en attendant je ne me repens de rien. Je n'ai rien rétracté, je ne veux pas tenir ici un langage trop rude ni offensant. (Plusieurs membres toient: Oh! oh! M. O'Connell s'arrête, l'étonnement semble peindre sur sa physionomie, le silence se rétablit.) Un vote ne suffisant pas pour me faire changer d'idée, je maintiens ce que j'ai avancé et je demande la désignation d'une commission. (Ecoutez.)

L'ORATEUR (président): M. O'Connell, votre proposition est contraire aux usages de la chambre; avant de la faire, il aurait fallu en prévenir l'assemblée.

M. O'CONNELL: S'il en est ainsi, je prévins la chambre que demain je ferais cette motion.

LORD JOHN RUSSELL: M. le président, je demande que votre discours soit consigné dans le procès-verbal.

La chambre, au départ du courrier, se forma en comité sur des questions d'intérêt local.

La chambre des lords ne tiendra séance que demain.

Tarçute. — Constantinople, 31 janvier. — Un Tartare est arrivé de Broussa. La réunion du divan fut convoquée aussitôt, et le sultan y assista, quoique depuis la mort de son fils, il n'ait pris aucune part aux affaires publiques. On croit que les nouvelles apportées par ce Tartare sont relatives à la conduite suspecte d'Ibrahim-Pacha. Il paraîtrait qu'Ibrahim, ainsi que son père, ont espéré fatiguer et épuiser la Porte-Ottomane par leur politique tortueuse. On se rappelle que les cabinets de France et d'Angleterre ont déclaré qu'ils respecteraient les conventions conclues entre la Porte et Mehmet-Ali. Cette déclaration a fait son effet; Mehmet a montré plus de modération dans ses prétentions, et a recommandé à son fils de se conduire avec prudence. C'est ce qu'il a fait en apparence, sans manquer toutefois de susciter des embarras à la Porte autant qu'il est en son pouvoir. N'ayant pu réussir à irriter le sultan, et à lui faire prendre des mesures contraires à la lettre des conventions existantes, il a montré beaucoup de disposition à s'écarter des instructions de son père, et à prendre des mesures hostiles contre la Porte.

La présence de l'escadre française de l'amiral Galleo sur la côte d'Asie, ainsi que l'arrivée de plusieurs vaisseaux anglais avaient effrayé Ibrahim, qui était déjà prêt à préparer sous main à la Porte des embarras nouveaux dont il espérait profiter. La Porte qui est informée de toutes ces menées, ne sait quel parti prendre; seulement il a été résolu dans la même réunion du divan d'engager le shah de Perse à se délier d'Ibrahim; on a été d'avis également de se rapprocher de la Perse, et de témoigner plus d'égards et d'attentions à l'employé du shah qui est accrédité ici près de la Porte. En effet, le ministre persan, qui n'avait pas encore vu le sultan, lui a été présenté il y a quelques jours. Le grand-seigneur l'a accueilli de la manière la plus gracieuse. Le sultan a ordonné un deuil de neuf jours à l'occasion de la mort de son fils. Il a également fait fermer les spectacles qui sont fort suivis depuis quelque temps. Ces deux mesures ont paru toutes nouvelles dans cette capitale.

## Nouvelles diverses.

Aujourd'hui, M. le ministre de la marine a travaillé avec S. M.

Un navire espagnol, allant à Livourne, se trouvait dans la matinée du 16 janvier dernier, à quelques lieues en deça de Gènes. Une violente tempête s'étant élevée, le navire fut pris de deux heures au milieu d'un épais brouillard, quand des cris plaintifs vinrent éveiller l'attention de l'équipage; après quelques instants d'attention, on découvrit une barque de pêche dans laquelle un homme et un enfant, agitant un mouchoir, imploraient l'assistance du navire. La position était critique, et un péril imminent menaçait l'une et l'autre embarcations. Un marin français, qui se trouvait à bord du navire espagnol, voulut sauver ces malheureux; il prit soudainement la direction du navire, et après plusieurs manœuvres et évolutions aussi hardies que périlleuses, il reçut à bord les deux pauvres pêcheurs et les conduisit à Gènes.

Arrivés au port, ces deux malheureux, après avoir témoigné à leur libérateur toute leur reconnaissance, furent en rendre compte au gouverneur, qui voulut aussi voir ce jeune Français, il l'appela près de lui, le remercia vivement de sa belle conduite et lui promit de la faire connaître au gouverneur de Turin, pour solliciter une récompense si dignement méritée.

Ce jeune marin est Jean Sagots-Villare, dit Bitot, de Banyols-sur-Mer; et nous publions ce fait si honorable pour lui, avec d'autant plus de plaisir, que ce n'est point la première fois qu'il s'est fait remarquer par des actes de dévouement de cette nature.

On nous écrit de Constance, 23 février:

Le prince Napoléon-Louis Bonaparte, emporté hier par un cheval fougueux, avait été dans un affreux précipice, lorsqu'un morceau de bois qui, par le plus heureux hasard, se trouvait sur le bord, a arrêté la chute du cavalier et de sa monture. Cet obstacle néanmoins ne les a pas empêchés de rouler l'un sur l'autre. Le prince, dont l'énergie est peu commune, a pu se relever seul; mais il a une forte contusion à la jambe et à la tempe gauche, et son poignet droit a été foulé assez violemment pour qu'avant un mois il ne puisse en faire usage. Tout le monde ici a pris une vive part à son accident.

La rougeole fait de nombreuses victimes à Bruxelles. Tout récemment la fille de M. Engler, sénateur, a succombé à cette maladie. Aujourd'hui nous avons à annoncer la mort de Mme la baronne de Sydow, femme du chargé d'affaires de Prusse, que M. le comte de Seckendorff vient de remplacer. Mme de Sydow n'avait que 25 ans.

Le conseil de préfecture du département de Seine-et-Oise vient de décider une question qui fera jurisprudence pour l'autorisation, l'extension ou la suppression des foires et marchés. Ce droit appartient à l'administration.

La commune de Septeuil, centre du véritable commerce, était en possession régulière d'un marché, en vertu de lettres patentes de Louis XVI, enregistrées au parlement en 1686. On a conservé le minot, mesure du temps, sur lequel on lit: *Minot du marché de Septeuil, 1698*. La halle au blé s'est maintenue sur un bon pied jusqu'en 1793, les troubles de la révolution, le maximum avaient réduit ce marché à peu de commerce, sous le rapport du grain; mais par suite d'un arrêté du nouveau maire de Septeuil (M. de Gisse), approuvé par M. le ministre du commerce, sur la proposition de M. le sous-préfet de Mantes et de M. le préfet de Versailles, le marché a repris son ancienne importance.

C'est l'autorisation de cet arrêté que le conseil municipal de Mantes a contesté administrativement, et que le conseil de préfecture a déclaré être dans les attributions du ministre du commerce.

Septeuil pourrait devenir une ville, il est percé de 5 routes et environné de 28 communes, qui n'en sont pas distantes de une lieue à une lieue et demie. Les moulins se convertissent en usines à l'anglaise pour la mouture des grains, et le marché occasionne un commerce en grains, volailles, porcs, vaches et chevaux, de 12 à 14,000 francs par semaine. Il serait à désirer que toute la France prit, là où il y a lieu, un pareil développement.

Au rédacteur de la Presse.

Monsieur, Vous avez annoncé dans votre journal que l'administration de la guerre annulerait le marché que j'ai passé avec elle, si je ne me mettais en mesure de l'exécuter prochainement. Permettez-moi, à ce sujet, une réponse:

Qu'il soit bien entendu d'abord, que le retard involontaire qui a jusqu'ici entravé l'exécution du traité, n'a porté préjudice qu'à mes intérêts personnels. Si je n'ai rien donné en effet, je n'ai non plus rien demandé, ni rien reçu, sur le prix qui m'a été alloué par les chambres.

L'administration sait que des travaux fort importants, et exécutés dans un intérêt public, m'ont empêché de réaliser mes promesses. Les ministres de la justice et des finances, vivement préoccupés des effrayants progrès de l'art du faussaire, demandèrent à l'Académie des Sciences les moyens de prévenir les faux en écriture, et le blanchiment clandestin du papier timbré, qui fait perdre chaque année des sommes très considérables au trésor. Excité par l'intérêt pressant qui s'attache à ce problème vraiment social, je n'ai pas hésité à consacrer une grande partie de mon temps à la recherche de son importante solution. Après avoir rencontré bien des obstacles, j'ai été assez heureux pour réussir. Les suffrages de l'Académie des Sciences, et l'assentiment unanime de tous les membres de la commission spéciale nommée par le ministre des finances, ont proclamé l'efficacité de mes procédés, en recommandant hautement leur usage à l'administration.

D'après cet exposé, on voit en définitive que c'est au gouvernement que j'ai consacré mes travaux et presque tous mes moments. L'exécution de mon marché avec le ministère de la guerre, en a été retardée, il est vrai; mais qu'est-ce retard, vis-à-vis de l'immense service que j'ai rendu à la moralité publique, au trésor, aux transactions commerciales, dans lesquelles de nombreux faussaires jettent chaque jour la perturbation.

Vous comprenez, monsieur, qu'il est difficile d'admettre que les dispositions dont vous avez entretenu le public, partent de la haute administration.

Elle est trop judicieuse, trop éclairée, et surtout trop jalouse de tout ce qui se rattache aux intérêts généraux, pour ne pas me laisser le temps qui m'est encore nécessaire pour mettre la dernière main à cette œuvre de haute moralité, dont la sagesse des chambres sera bientôt appelée à apprécier toute l'importance et la grave opportunité.

ÉMILE GRIGNÉ.

## Tribunaux.

UN FOU. — Le 9 novembre dernier, une patrouille trouva couché dans l'avenue de Paris à Versailles, un individu, amputé de la jambe droite. Interpellé sur ce qu'il faisait là, il répondit qu'il était là pour attendre la volonté de Dieu; que d'autres personnes devaient venir le rejoindre pour l'aider à renverser le gouvernement. Ses réponses ne le firent regarder que comme un extravagant; mais n'ayant aucun papier, il fut arrêté et mis à la disposition du procureur du roi. Il a été reconnu que c'était un nommé Guinle, condamné pour délits politiques par la cour d'assises de Versailles, et amnistié au mois de mai 1857.

Dans son interrogatoire devant le juge d'instruction qui lui fit la question: Pourquoi êtes-vous venu à Versailles? il répondit: Parce qu'il y a une puissance invisible qui m'a donné l'ordre d'y venir pour y accomplir une mission.

D. En quoi consiste cette mission? — R. J'entends une voix qui me parle toujours à l'oreille et qui m'a annoncé que j'étais destiné à accomplir l'œuvre de Fieschi et d'Alibaud. Cette même voix est venue l'autre jour pendant que j'étais à déjeuner, et m'a dit de partir pour Versailles, et que je trouverais des gens qui m'indiqueraient la manière dont je devrais m'y prendre pour préparer les esprits à la révolution qui doit s'opérer après la mort du roi. Je suis parti aussitôt, et j'attendais sur l'avenue de Paris les personnes que je devais rencontrer, lorsque j'ai été arrêté par la gendarmerie.

D. Vous êtes arrêté parce que vous étiez en état de vagabondage et que vous n'étiez porteur d'aucuns papiers. — R. Je ne prendrai jamais de papiers pour faire quatre lieues, et je ne veux pas me soumettre aux hommes du pouvoir; quand l'œuvre de régénération sera accomplie, j'aurai peut-être mon tour.

D. Qu'est-ce qui a pu vous donner l'idée d'attenter à la vie du roi? — R. C'est une voix céleste qui m'inspire et qui me dit qu'à moi seul est réservée la gloire de mettre fin à ses jours.

Quelques jours après il écrivit au procureur du roi de Versailles la lettre suivante:

« Monsieur,

« Il paraît que vous avez juré de me persécuter continuellement; vous me faites perdre le seul atelier auquel je recevais des travaux; vous me perdez entièrement; eh bien, moi aussi, j'ai juré et je jure encore, sur ce que j'ai de plus cher, que peu de jours après celui où j'obtiendrai ma liberté, vous aurez vécu, et vous apprendrez à vos dépens que je n'ai jamais fait de serment en vain.

Mais depuis, il écrivit une seconde lettre par laquelle il faisait des excuses pour s'être ainsi laissé emporter par un mouvement de colère, en se voyant arrêté et menacé, par cette arrestation, d'être privé pour toujours de ses moyens d'existence à Paris. Il finissait en demandant comme une grâce d'être embarqué pour le Mexique.

Cependant, dans un second interrogatoire, il ne voulut pas répondre d'une manière satisfaisante aux interpellations du juge d'instruction. Ainsi, interrogé de nouveau s'il était vrai qu'il eût eu l'idée d'attenter à la vie du roi, il répondit: Je n'ai pas dit que j'en eusse eu l'idée, j'ai dit seulement qu'une voix céleste m'inspirait cette idée; je ne veux pas dire que j'ai eu ou que n'ai pas eu cette idée; si je l'ai eue et si je l'ai encore, je la garde pour moi.

D. Lorsque vous avez été interrogé le 11 novembre dernier, n'avez-vous pas emporté par la colère? — R. Non, monsieur, toutes mes réponses, je les ai faites de sang-froid, et sans colère.

Toutefois, il réitéra de nouveau ses excuses sur la lettre écrite à M. le procureur du roi. Des renseignements pris à la préfecture de police apprirent que son caractère difficile l'avait fait renvoyer des maisons où il avait de l'ouvrage. Le préfet de police ajoutait qu'il paraissait qu'il avait souvent des accès de folie, mais que ce pouvait être un fou dangereux, et c'était été en effet plutôt une maison de santé ou la permission de s'expatrier qu'il aurait fallu lui accorder. Dans tous les cas, son repentir eût, sans nul doute, attiré l'indulgence du tribunal. Mais à l'audience, Guinle interrogé répondit: « Je n'ai perdu mes places que par des machinations de la police. Frappez-moi si vous voulez, je ne paierai jamais devant vos arrêts. Je n'étais pas de bonne foi quand je témoignais mes regrets à M. le procureur du roi, et je persiste dans mes principes. » Guinle, à l'égard duquel le délit de vagabondage avait été écarté, fut condamné par le tribunal de Versailles, pour menaces et outrages adressés au procureur du roi dans l'exercice de ses fonctions, à 5 ans d'emprisonnement et 10 années de surveillance. Par suite de son appel, cette affaire se présentait aujourd'hui devant la chambre des appels de police correctionnelle. La cour, malgré la plaidoirie de M. Duex jeune, a confirmé et maintenu la condamnation. Il est triste de penser que ce jeune homme ne jouit pas, en effet, de toutes ses facultés intellectuelles, et si la condamnation intervenue était nécessaire, peut-être que son état mental mériterait de fixer l'attention de l'autorité. (Droit.)

## Chambre des Députés.

Séance du 2 mars. — PRÉSIDENCE DE M. CALMON (vice-président).

Suite de la discussion du projet de loi sur les attributions des conseils de département et d'arrondissement. — Adoption des articles 4 et suivants jusqu'à l'article 11, qui est renvoyé à la commission.

La séance est ouverte à deux heures un quart.

Le procès-verbal est adopté.

MM. Molé, de Montalivet, Lacave-Laplagne et Rosamel, sont au banc des ministres.

M. BERNARD, ministre de la guerre: Messieurs, des explications ont été demandées hier relativement aux documents qui devaient être annexés au projet de loi portant demande de crédits extraordinaires pour l'Afrique. Tous les documents qui ont été promis à la chambre vont être prêts; ils n'ont éprouvé de retard que par suite d'une maladie excessivement grave qu'a éprouvée M. le directeur des affaires d'Afrique.

La première partie de ces documents, la plus essentielle, celle qui est relative à l'occupation de l'Algérie, est en ce moment à l'imprimerie et vous aurait été distribuée, si les imprimeurs n'eussent suspendu leur travail pendant trois jours.

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi sur les attributions des conseils de département et d'arrondissement.

La discussion s'est arrêtée à l'article 4 du projet de la commission dont voici le texte:

Art. 4. — Le conseil général règle le mode de gestion des propriétés départementales productives de revenu.

Dans le système du projet du gouvernement, le conseil-général ne fait que délibérer sur cet objet, qui est subordonné à l'approbation de l'autorité supérieure.

M. DE LADOCETTE présente un amendement ainsi conçu: Le conseil-général sera tenu de demander l'autorisation du gouvernement, qui devra être accordée ou refusée dans le délai de trois mois.

M. VATOUT combat l'article de la commission et l'amendement. C'est

comme principe, dit-il, que je repousse cet article. Il tend à donner au département qui n'a été jusqu'ici qu'une division administrative, une existence indépendante analogue à celle de la commune. Si l'on adoptait cet article, on porterait atteinte à l'un des décrets les plus solennels et les plus nationaux de l'assemblée constituante, qui ne reconnaît comme propriétaires collectifs, que l'état et la commune. Les conséquences qu'entraînerait l'abrogation de ce décret ne sont pas sensibles aujourd'hui, mais elle ne tarderait pas à se développer. Je vote pour l'article du gouvernement.

M. JANVIER défend l'article de la commission. Il prétend que les dispositions de la jouissance des propriétés privées du département doivent appartenir en propre au conseil-général. Il est, à cet égard, dit-il, dans la même position que les conseils-municipaux à l'égard des biens des communes. Les conseils-généraux offrent, du reste, assez de garanties, de prudence et de lumières, pour qu'ils puissent se passer, sur cette matière, de l'intervention de l'autorité supérieure. S'ils commettaient des excès de pouvoir, les préfets ne sont-ils pas là pour en provoquer la répression? La proposition de la commission ne peut donc présenter d'inconvénients, et je ne conçois pas qu'on puisse la repousser.

M. DE MONTALIVET, ministre de l'intérieur: Si l'on s'en rapportait aux apparences, la question qui nous occupe serait peu de chose. En effet, les propriétés privées des départements n'ont point une valeur qui dépasse 10,000 fr., et quarante et quelques départements sont intéressés dans cette question. Mais c'est sur le principe que l'appelle l'attention de la chambre. C'est sous ce rapport, surtout, que je combats le système de la commission.

M. le ministre fait observer que l'article de la commission confère au département un droit qui ne lui appartient jusqu'ici que d'une manière transitoire et exceptionnelle. Le département, dit-il, n'a été institué que pour faciliter les rapports administratifs ou comme circonscription politique. Mais jamais il n'a été considéré comme une personne civile. En vain a-t-on prétendu qu'il devait être assimilé à la commune. Les propriétés des communes sont considérables et leur caractère est la permanence; les propriétés du département sont accidentelles et essentiellement transitoires. Le département ne peut donc être regardé comme propriétaire à titre privé.

M. le ministre, après avoir présenté quelques autres considérations contre l'article de la commission, fait observer que cet article peut avoir une plus haute portée qu'on ne le croit, et jeter une grave perturbation dans notre régime administratif en créant un principe nouveau sur une partie de la législation, qui n'a soulevé jusqu'ici aucune plainte.

M. GAUTIER DE RUMILLY parle en faveur de l'article de la commission. Il ne s'agit pas, selon lui, de créer un droit nouveau pour les départements. Il ne s'agit que de régler l'exercice d'un droit acquis et incontestable.

M. DESAURET s'élève avec force contre le système de la commission. Ce système, dit-il, n'aurait d'autre résultat que de ressusciter l'esprit mesquin de localité, l'esprit de province que l'assemblée constituante s'est efforcée de faire disparaître. Il y aurait un grand danger à ouvrir une porte à cet esprit. Il ne tarderait point à se développer et vous le verriez envahir toutes les branches de l'administration. Vous seriez forcés de le reconnaître, car il aurait pour lui l'autorité la plus forte, celle des droits acquis.

L'orateur cherche à démontrer que le département ne peut être considéré comme une personne civile et devenir propriétaire. Que deviendrait dans ses mains, continue-t-il, cette propriété? Serait-elle, comme la définit le Code civil, le droit d'user et d'abuser? Serait-elle exercée par le département comme être moral, ou bien les individus qui composent cette association auraient-ils le droit de la revendiquer? C'est ainsi que l'article de la commission vous entraîne dans une foule de difficultés qu'il est impossible de résoudre. Cette question immense, vous la soulevez pour un intérêt minime, pour un intérêt qui ne s'élève pas au-delà de 10,000 fr. Je n'insiste pas, quant à moi, à repousser le système dans lequel la commission veut nous entraîner.

M. GILLON défend l'article de la commission.

M. VIVIER, rapporteur, insiste pour l'adoption de cet article. Que les départements, dit-il, doivent ou non être propriétaires, c'est une question qui ne nous est point soumise, car elle est résolue par les faits. Ces faits sont incontestables. Il était nécessaire d'en déterminer les conséquences. C'est le but de l'article que nous avons présenté.

M. Vivien soutient que l'article de la commission ne présente aucun des inconvénients qui ont été signalés par quelques-uns des précédents orateurs.

M. DE MONTALIVET combat de nouveau l'article de la commission. Il fait remarquer les inconvénients qu'il y aurait à faire gérer les intérêts du département, comme propriétaire, par un conseil-général qui ne se réunit qu'une fois par an pendant huit jours.

M. le ministre ajoute qu'on ne peut reconnaître au conseil-général le droit de gestion que veut lui conférer la commission sans s'exposer à lui reconnaître plus tard divers autres droits, celui d'aliénation, par exemple.

M. JANVIER reproduit les considérations qu'il a déjà présentées en faveur de l'article de la commission.

L'article de la commission est mis aux voix et n'est pas adopté.

Voici maintenant l'article 7 du gouvernement qui deviendrait l'art. 4 du projet. (Nous conservons l'ordre des numéros suivi par M. le président.)

Art. 7. Le conseil-général délibère:

1° Sur les contributions extraordinaires à établir et les emprunts à contracter dans l'intérêt du département;

2° Sur les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés départementales;

3° Sur le changement de destination ou d'affectation des édifices départementaux;

4° Sur la gestion des propriétés départementales, sur le mode de jouissance des produits et sur l'emploi des revenus;

5° Sur les transactions qui concernent les droits du département;

6° Sur l'acceptation des dons et legs faits au département;

7° Sur le classement et la direction des routes départementales;

8° Sur les projets, plans et devis de tous les autres travaux exécutés sur les fonds du département;

9° Sur les offres faites par des communes, par des associations ou des particuliers, pour concourir à la dépense de routes départementales ou d'autres travaux à la charge du département;

10° Sur la concession à des associations, à des compagnies ou à des particuliers, des travaux d'intérêt départemental.

11° Sur la part contributive à imposer au département, dans la dépense des travaux qui intéressent à la fois le département et les communes.

12° Sur la part contributive du département aux dépenses de travaux qui intéressent à la fois le département et les communes.

13° Sur l'établissement et l'organisation des caisses de retraite, ou autre mode de rémunération en faveur des employés des préfectures et des sous-préfectures.

14° Sur la part de la dépense des aliénés et des enfants trouvés et abandonnés qui sera mise à la charge des communes, et sur les bases de la répartition à faire entre elles.

Le conseil-général délibère également sur tous les autres objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements.

M. LE PRÉSIDENT consulte la chambre sur cet article.

M. THIÉ demande la parole sur le paragraphe 4. L'honorable membre fait observer que le conseil-général ne délibère sur les objets dont l'énumération est contenue dans l'article 4, que sauf l'approbation du préfet ou de l'autorité supérieure. Si le préfet, dit-il, ne partage point l'avis du conseil-général sur ce qui concerne la jouissance des biens départementaux, comment le conflit sera-t-il jugé? Le projet reste à cet égard dans la vague et ne détermine rien. Je demande en conséquence que le paragraphe 4 soit renvoyé à la commission. (Appuyé, appuyé. Non, non.)

M. BAUDE: La difficulté qui vient d'être indiquée pourrait être tranchée par un règlement d'administration publique. (Non, non. Rumeurs.)

Les autres paragraphes sont adoptés après une courte discussion. — Le vote sur l'ensemble de l'article est réservé par suite du renvoi du paragraphe 4 à la commission.

Article 7 du projet de la commission.

Les délibérations du conseil-général sont soumises à l'approbation du roi, du ministre compétent ou du préfet, selon les cas déterminés par les lois ou par les règlements d'administration publique.

Cet article est renvoyé à la commission comme pouvant se rattacher au paragraphe 4 de l'article précédent.

Art. 8. Le conseil-général donne son avis:

1° Sur les changements proposés à la circonscription du territoire du département, des arrondissements, des cantons et des communes, et à la désignation des chefs-lieux;

2° Sur les difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes;

3° Sur l'établissement, la suppression ou le changement des foires et marchés;

4° Et généralement sur tous les objets sur lesquels il est appelé à donner son avis en vertu des lois et règlements, ou sur lesquels il est consulté par l'administration. — Adopté.

M. HORTENSUS SAINT-ALBIN présente un paragraphe additionnel ainsi conçu:



« Le conseil-général pourra également présenter des vœux d'amélioration et de prospérité générale. » (Hilarité sur tous les bancs.)

M. SAINT-ALBIN, développant son amendement, excite fréquemment les rires de l'assemblée. Messieurs, s'écrie-t-il, ce n'est point par des rires qu'on réfute des arguments. Nous sommes ici pour délibérer sérieusement. (Oh, oh.) Sous la restauration il y avait une clôture organisée... (Rumeurs.)

M. LE PRÉSIDENT : Je vais consulter la chambre sur l'amendement.

M. HORTENSUS ST-ALBIN : M. le rapporteur n'a pas daigné s'expliquer. (Rires.) Je lui en fais mon compliment. (Redoublement d'hilarité.)

Art 9. Le conseil-général peut adresser directement au ministre chargé de l'administration départementale, par l'intermédiaire de son président, les réclamations qu'il aurait à présenter dans l'intérêt spécial du département, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics, en ce qui touche le département. — Adopté.

Art 10. Le conseil-général vérifie l'état des archives et celui du mobilier appartenant au département. — Adopté.

Art 11. Les dépenses à la charge du département sont obligatoires ou facultatives.

Cet article est renvoyé à la commission sur la demande de M. Lepelletier d'Aulnay.

La séance est levée à cinq heures et demie, et renvoyée à demain.

ORDRE DU JOUR DU SAMEDI 3 MARS. — A deux heures séance, publique. Rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi tendant à accorder une pension à la veuve de M. le lieutenant-général de Damrémont, (M. le général Jacqueminot rapporteur.) — Rapport de la commission des pétitions. (Voir l'annexe au feuilleton n° 47.) — Développement de la proposition de M. Anisson-Dupéron. — Discussion de la proposition de M. le colonel de Garraube, tendant à accorder une pension à la veuve de M. le colonel Combes.

La lettre suivante a été adressée à M. le rédacteur du *Message* :

Monsieur,

Un de mes amis m'apporte votre journal de mardi, et dans ce journal je lis une lettre de M. Vedel en réponse à l'article qu'a inséré la *Presse* le 22 février, article dans lequel je traite du Théâtre-Français, et du tort que fait la direction actuelle à ses intérêts en particulier, et à l'art en général.

Il y a dans cette lettre de M. Vedel une telle subversion de dates, de faits et de position, et un si étrange oubli des choses qui devraient être les plus présentes à sa mémoire, que je ne puis résister à mon tour au désir de vous adresser quelques lignes à ce sujet. Elles serviront à l'édification de vos lecteurs, qui pourront juger, après les avoir lues et comparées à celles de M. Vedel, de quel côté se trouve, je ne dirai pas le droit, car le droit n'a rien à faire dans tout cela, mais la simple vérité. C'est en même temps un exemple de courtoisie que je donne à M. Vedel, qui, au lieu d'aller chercher des juges étrangers, aurait dû, ce me semble, plaider sa défense devant le tribunal où je l'attaquais. M. Vedel doit me savoir un assez loyal adversaire pour être convaincu que je lui eusse ouvert moi-même à la *Presse* la lice du combat que je provoquais, et qu'il transporte, je ne sais pourquoi, sur un autre terrain. Je le remercie en tout cas de celui qu'il a choisi, et je l'accepte sans aucune réclamation.

Mes relations avec M. Vedel datent de *Henri III* : grâce au beau talent de Mlle Mars, au jeu énergique de M. Joanny, et à l'ensemble avec lequel la comédie était représentée à cette époque au Théâtre-Français, j'eus le bonheur de faire entrer dans sa caisse, assez pauvre à cette époque pour que quelques-uns de ses sociétaires eussent hésité de recourir à celle du duc d'Orléans, une somme de 187,000 fr., sur laquelle il y avait 105,000 fr. de bénéfice.

Quelque temps après, je fus pris d'un désir d'émigration : je quittai la rue Richelieu pour le quartier de l'Odéon et le boulevard St-Martin, si bien que ce ne fut que vers la fin de 1836 ou le commencement de 1837, que, sur les instances de M. Ligier (je nomme le coupable), je me décidai à rentrer au Théâtre-Français ; il était alors dans un moment d'interrègne : M. Jouslin n'y était plus ; M. Vedel n'y était pas encore ; M. le baron Taylor voyageait en Espagne. Je traitai avec le comité.

Tel commence de la part de M. Vedel, qui tout entier à cette époque, il est vrai, à des occupations secondaires, n'assistait pas aux délibérations administratives, une suite d'erreurs assez graves pour que je les relève une à une, et dans l'ordre où elles ont été commises. D'abord, je n'ai point exigé l'engagement de Mlle Ida : l'engagement de Mlle Ida lui fut offert par MM.

Ligier et Desmoussaux ; accepté par elle, il fut ratifié par tous les membres du comité. J'ai cet engagement sous les yeux, et j'y cherche en vain la signature de M. Vedel ; en effet, M. Vedel, par sa position, devait être et fut entièrement étranger à cet acte : cela explique comment il en ignore le contenu.

Ce fut quelques jours après que j'écrivis au Théâtre-Français afin d'y obtenir lecture pour le 25 septembre de l'année 1837, annonçant qu'à cette époque j'aurais achevé une tragédie en cinq actes en vers, à laquelle j'étais en train de travailler. En réponse à ma lettre, j'en reçus une de M. Regnier, secrétaire de l'administration provisoire, lequel m'annonçait, que non-seulement le comité m'accorderait ma lecture, mais encore que pour me prouver le plaisir que lui faisait ma demande, et l'empressement qu'il mettait à me ouvrir les portes du théâtre, il m'offrirait d'inscrire immédiatement Charles VII au tableau des répétitions. J'ai la lettre sous les yeux ; je ne crains donc pas de me tromper sur les termes et de commettre une erreur, comme le fait M. Vedel lorsqu'il a écrit que j'avais exigé la remise de *Charles VII*. Cette remise me fut offerte, je l'ai acceptée : voilà tout.

Trois mois à peu près s'étaient écoulés depuis ces engagements pris de part et d'autre, lorsqu'il fut question de nommer M. Vedel directeur du Théâtre-Français. Cette nouvelle m'étonna, je l'avoue ; dans les courtes relations que j'avais eues avec le candidat proposé par MM. les sociétaires, il m'avait été facile de juger qu'il n'était nullement à la hauteur de sa nouvelle position. Ce ne fut donc pas pour moi, dont les traités étaient faits et ne pouvaient être rompus, mais pour l'honneur et la dignité de l'art que je m'opposai à cette nomination. Par malheur, alors comme aujourd'hui, tous nos moyens d'opposition se bornaient à une plume et à un journal. Cependant, quoique je connusse l'inutilité de mes efforts, je ne voulus pas qu'on pût me reprocher de ne les avoir pas tentés, et je fis à cette époque trois articles insérés en premier Paris, et qui contenaient la prophétie dont la réalisation a amené mon feuilleton du 22 février dernier. Quant à la prime de cinq mille francs que M. Vedel m'a payée après la lecture de *Caligula*, selon conventions faites avant, c'était celle que, comme caissier, il avait l'habitude de remettre à mes honorables confrères Scribe et Victor Hugo ; j'ai été traité à l'égal de ces messieurs : il m'appartient de dire que c'est un honneur, mais je suis sûr qu'ils diront, eux, que c'est une justice.

Maintenant que nous en avons fini avec l'engagement de Mlle Ida, la reprise de *Charles VII* et la reprise de *Caligula*, passons à *Angèle*, car sur ce point aussi il me reste quelque chose à dire.

Je suis vraiment désolé que M. Vedel, en alternant pour la troisième fois la vérité, me force en rétablissant les faits dans leur stricte et loyale exactitude à faire passer sous les yeux de nos lecteurs une des plus lourdes fautes qu'il ait commises : il est vrai que c'est la dernière ; M. Vedel est homme de progrès. Voici l'histoire tout entière :

M. Vedel, avec cette imprévoyance admirable qui le caractérise, s'était engagé envers M. de Montalivet, et la commission des auteurs, à ouvrir l'Odéon par une pièce nouvelle. Le ministère, sur cette promesse, avait fait commencer la restauration de la salle : le quartier, sur cette annonce, s'était mis en émoi ; il n'y avait que M. Vedel qui s'était enfermé dans son bureau et s'était tenu parfaitement tranquille. Si, comme Molière, il eût consulté sa servante, elle lui eût ouvert la Cuisinière bourgeoise à l'article civet, et il eût vu qu'il lui manquait justement la première chose dont il devait s'inquiéter. Il en résulta que quinze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture de la nouvelle salle, il vint tout à coup l'embarras dans lequel il allait se trouver ; il jeta alors les yeux sur le *Camp des Croisés*, qui venait d'être reçu par acclamations au Théâtre-Français. En conséquence il pria l'auteur de passer à son cabinet, et lui proposa de faire traverser la Seine à sa pièce. Aux premiers mots qu'il crut comprendre sur cette offre incongrue, notre jeune confrère jeta les hauts cris ; M. Vedel fit de belles promesses, il parla même de traité, et le résultat de ce double engagement verbal et écrit fut l'obligation imposée à M. Vedel, d'ouvrir le second théâtre par l'ouvrage en question. Un dédit de 10,000 fr., jugé nécessaire pour donner du poids à la parole et corroborer la signature fut de plus consenti par le directeur, moyennant quoi, l'auteur prit bravement son parti et s'en alla assiéger Jérusalem de l'autre côté de l'eau.

Il n'y avait dans cette ingénieuse combinaison qu'un léger inconvénient, c'est que la tragédie de *Caligula* et le *Camp des Croisés* qui devaient passer à la même époque se trouvaient être distribués pour plus grande similitude aux mêmes acteurs : il en résulta que la représentation des deux ouvrages était devenue tout bonnement impossible ; cette fois, M. Vedel n'avait pas fait long feu ; loin de là, d'un seul coup il avait tué deux pièces.

Quinze jours s'écoulèrent en pourparlers. M. Adolphe Dumas avait un

débit de dix mille francs ; je n'avais, moi, qu'une parole d'honneur : je compris le désavantage de la position, et je pris le parti de céder. Je laissai M. Geoffroy déserter la garde-prélectorale et passer dans le camp des Croisés, et je n'obtins la faveur de garder M. Beauvalet qu'à la condition qu'il répéterait simultanément les deux pièces, et jouerait un jour *Aquila* et l'autre *Ismaël*. Cependant, comme j'étais dans mon droit, comme la date de ma réception et mon tour de faveur étaient inscrits aux registres du comité ; comme à la rigueur je pouvais susciter un quatrième procès à M. Vedel, qui en menait déjà trois de front, cela lui parut un inconvénient assez grave pour qu'il se décidât à m'accorder à l'amiable un dédommagement du tort qu'il me faisait. Ce dédommagement était la promesse positive de faire reprendre *Angèle* et *Antony* à l'Odéon, et *Henri III* au Théâtre-Français. Cette fois je fus, par bonheur, plus prudent que d'habitude : j'exigeai que la parole d'honneur fut donnée devant deux témoins. M. Vedel, plus habitué que Jésus à voir douter de ses paraboles, ne témoigna aucun mécontentement de ma défiance, et s'exécuta de bonne grâce, — quant à la parole, s'entend, — car pour le traité il ne l'accomplit qu'au tiers : *Angèle* a été joué à grand-peine, et les trois fois de rigueur ; reste maintenant *Antony* et *Henri III* : mais cela ne m'inquiète pas autrement ; je connais la marche à suivre, et grâce au tribunal de commerce, j'espère m'en tirer à mon honneur. M. Vedel dut-il produire des chiffres inexacts et nier la validité de sa promesse, comme il l'a fait en plein auditoire pour *Hernani* et *Marion Delorme*.

Maintenant que nous avons fait justice des inexactitudes, passons à l'examen d'une autre partie de la lettre. M. Vedel se pose, Dieu lui pardonne, comme le défenseur du Théâtre-Français : il y a du don quichotisme et des moulins à vent dans tout cela : nous ne nous rappelons pas avoir attaqué les malheureux sociétaires, qui, pour récompense de faire double besogne, sont mis à la demi-ration, mais bien la pitoyable administration qui les fait mourir de faim : il y a vraiment là ironie de la part de M. Vedel, de forcer la victime de servir de bouclier au bourreau, et nous ne nous rappelons pas qu'au pied de la potence, l'exécuteur ait jamais eu l'idée de prendre la parole en faveur de son patient, tout en continuant de tirer la corde qui l'étrangle.

Au reste, nous terminerons cette longue éplûre par une proposition bien simple, et qui nous mettra tous d'accord : que les sociétaires du Théâtre-Français écrivent de leur côté comme M. Vedel et moi l'avons fait du nôtre. Qu'ils déclarent dans cette lettre qu'ils sont parfaitement satisfaits de la double gestion de leur ex-caissier, et qu'ils terminent leur certificat en suppliant M. le ministre de ne rien changer au régime paternel et prospère sous lequel ils ont le bonheur de vivre ; alors nous serons les premiers à reconnaître notre faute, et nous ferons amende honorable à l'habile directeur qui aura obtenu de ses administrés cette marque de satisfaction et de confiance.

Mais, en attendant cette pièce importante, que M. Vedel ne tardera sans doute pas à produire, comme la lettre qu'il nous a écrite, ne change ni même ne déplace la question, nous continuerons à examiner, à chaque circonstance qui nous en donnera l'occasion, tantôt ce qu'il a fait du Théâtre-Français, et tantôt ce qu'on en pourrait faire.

Agréez, M. le rédacteur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

ALEXANDRE DUMAS.

Une publication historique qui a aussi contribué à favoriser le mouvement qui a porté, depuis quelque temps, tous les esprits sérieux à bien étudier notre histoire et ses sources, la *Revue Rétrospective*, fondée en 1833, ouvre aujourd'hui la sixième année d'une carrière que le succès lui a rendu facile à parcourir. L'éditeur a toujours su mêler aux plus précieuses documents sur les derniers siècles historiques, des pièces piquantes sur les événements de nos cinquante dernières années et des œuvres inédites de nos grands écrivains, de manière à rendre cette Revue aussi attachante et aussi variée qu'elle est utile et instructive. C'est une collection indispensable dans toutes les bibliothèques un peu complètes, et les facilités accordées aujourd'hui pour son acquisition vont lui permettre de trouver place là où se fait encore sentir l'absence de ce corps d'histoire.

Nos prévisions n'ont point été trompées, quand nous avons pensé qu'une collection de nos meilleurs auteurs classiques, publiée à trente-deux sous le volume, dans le format commode de l'in-8, obtiendrait un immense succès ; aussi apprenons-nous sans étonnement que la Société dont MM. Pourrat frères font partie, commence à réimprimer certains volumes, et cependant l'on sait que pour pouvoir les donner à un prix aussi modique, les premiers tirages n'ont pu être moindres que de quinze cents exemplaires.

# REDUCTION DES PRIX de l'Abonnement annuel. REVUE RÉTROSPECTIVE (Bureau, rue de Seine, 16.) Aquisition des Collections complètes. FACILITÉS POUR L'ACQUISITION des Collections complètes.

Abonnement annuel. Un grand nombre de Conservateurs de Bibliothèques publiques, de Secrétaires de Sociétés savantes et de Bibliophiles ont témoigné le désir d'acquiescer l'ensemble de ce recueil dont la collection, prête à manquer, deviendra bientôt hors de prix dans le commerce. Mais une dépense immédiate de 187 fr. pour les 12 volumes publiés du 1<sup>er</sup> octobre 1835 au 31 décembre 1837, étant trop onéreuse pour la caisse de certains établissements, et la hausse de plus d'un an de l'éditeur de la REVUE a pris le parti d'offrir aux personnes solvables qui voudraient acquiescer cette collection d'un coup d'œil le paiement de la manière suivante : 52 fr. comptant, un bon de 4 fr. 1<sup>er</sup> juin, un autre de même somme au 1<sup>er</sup> septembre, et un dernier également de 45 fr. au 15 janvier prochain. Les personnes d'une solvabilité connue qui feront parvenir le premier paiement en un mandat sur la poste ou sur Paris et les trois bons indiqués, recevront immédiatement la collection française de frais de port et d'emballage. — Une Table chronologique de toute la collection coordonnée, en les présentant dans l'ordre de leurs dates, tous les documents renfermés dans la Revue et en forme ainsi un corps d'histoire complet et suivi.

L'éditeur de ce Recueil mensuel vient de prendre un parti qui rendra cette publication pour ainsi dire populaire en la mettant à portée de tous. Il a adopté un mode d'impression conforme à celui de la *Revue des Deux-Mondes*, qui, en comportant un caractère d'un bel effet et parfaitement lisible, lui permettra néanmoins de renfermer en un moindre nombre de feuilles autant de matières que les livraisons actuelles en contiennent. Le prix annuel de cette précieuse Bibliothèque historique au lieu de 44 fr. et de 50 fr. sera désormais de 30 fr. pour Paris, et de 34 fr. pour les départements ; celui du semestre de 16 fr. et de 18 fr. — Les documents les plus importants composeront les livraisons qui vont paraître, et en rendront la lecture aussi attachante que variée. Le numéro du 31 janvier 1838, qui paraîtra au premier jour, a été retardé par la composition de la Table analytique des matières contenues dans ces numéros publiés pendant l'année 1837. Il sera tenu compte de la différence, aux souscripteurs qui ont renouvelé sur l'ancien prix, à l'aide de la prolongation de leur abonnement.

## SOCIÉTÉ ANONYME

Pour la Fabrication des Fils et Tissus de lin et de chanvre.

Capital social : Fr. 4,000,000, DIVISÉ EN 8,000 ACTIONS DE 500 FR.

Directeur : M. MABERLY.

Administrateurs : MM. B. PIERRUGUES, rue Hauteville, 41 ; E. DESPORTES, rue Hauteville, 35, membres du Tribunal de la Seine.

Banquiers : MM. ANDRÉ et COTTE, rue des Petites-Ecuries, 40.

Agens de change : MM. BRUN, rue Louis-le-Grand, 23 ; JOUBEAT, rue des Jeûneurs, 20.

Pour informations : aux domiciles ci-dessus, où se délivrent les prospectus.

## PAQUEBOTS A VAPEUR

Entre le Havre, Hambourg et Rotterdam.

Par les Paquebots PARIS, HAVRE, HAMBURG, ROTTERDAM, AMSTERDAM.

Les départs auront lieu, à la première nouvelle du dégel dans le Nord : pour Hambourg, les 1<sup>er</sup>, 8, 11, 16, 21, et 27 de chaque mois ; — pour Rotterdam, les 10, 20 et dernier jour de chaque mois.

S'adresser : au Havre, à M. Phil. ALBRECHT ; — à Paris, à M. T. ALBRECHT, rue Saint-Honoré, 283.

## VENTE IRREVOCABLE

De la GRANDE SEIGNEURIE DE DEUTSCH-BROEDERSDORP, près de Vienne, avec château, parc anglais, terres, prés, forêts, droits seigneuriaux, évaluée judiciairement à UN MILLION 525,000 FLORENS ; d'un bel HOTEL, à Vienne, d'une valeur de f. 125,980.

Cette vente se fera le 5 Mai 1838, sous la surveillance de la haute chambre antique. Pour se procurer tout ce qui est relatif à cette vente, s'adresser, sans affranchir, à HENRI REINGANUM, Banquier et receveur général à Francfort S/M.

La même maison donnera des nouvelles des ventes précédentes aux personnes qui lui en feront la demande.

Garantis, avec facilité de les changer, 3 fr. pièce. Passage Choiseul, 35, à Paris.

## RASOIRS FOUBERT, TREMPÉ ANGLAISE.

BOURSES.

Par suite de la hausse des fonds anglais, la rente s'était un peu raffermie avant la bourse; cependant au moment de l'ouverture, on offrait à 79 fr 50 et ce cours a été le premier du parquet.

La baisse qui a frappé immédiatement les 100 a retenti sur le 3; il est rapidement descendu à 79 40 et a fermé à 79 65, 15c au dessous du dernier cours d'hier. La baisse du 5 est de 30 c.

FONDS PUBLICS.

	Prém.	Plus	Plus	Dernier	Cours
	cours.	haut.	bas.	cours.	d'hier
5 0/0 j. 22 sept., c.	109 70	109 75	109 50	109 75	109 70
Fin courant.....	109 30	109 80	109 50	109 50	109 50
Prime fin courant.....	109 60	109 95	109 50	109 90	109 50
Prime fin prochain.....	109 80	110 10	109 50	110 10	110 10
20 0/0 j. 22 juin c.	79 65	79 90	79 55	79 55	79 55
Fin courant.....	79 80	79 80	79 60	79 65	79 65
Prime fin courant.....	79 80	79 80	79 60	79 80	79 80
Prime fin prochain.....	79 80	79 80	79 60	79 80	79 80

FONDS ÉTRANGERS.

NAPLES, 5 0/0 j. de j.	99 20	99 20	99 20	99 20	99 15
Fin courant.....	99 40	99 45	99 40	99 45	99 45
ESPAGNE, Cortès					
— Dette passive 4 1/8					
— Dette active, 19 1/8					
— Coup.					
— Actions différées, ..					
— Nouveaux différés, ..					
PRÉFECTURE, 4 0/0 avec prime, 1005 ..					
Haiti, 350 ..					
ÉTATS ROMAINS, Oblig. 1872, 101 3/4					
HOLLANDE, 5 1/4					

RAPPORT DU COMPTANT À LA FIN DU MOIS.

5 0/0	05	12 1/2
3 0/0	15	17 1/2
Naples	20	15 1/2

CHEMINS DE FER.

De Versailles, r. d. 762 50 760	De St-Germain. 963
D <sup>e</sup> r. g. 875	De Montpellier. 695

CHANGES

	30 JOURS	90 JOURS
AMSTERDAM.....	56 13 16 A.	57 1/4 A.
ANVERS.....	57 1/16 A.	57 1/4 A.
HAMBURG.....	185 1/2 A.	185 1/2 A.
BRUXELLES.....	3 07 1/2 A.	3 04 A.
LONDRES.....	25 47 1/2 A.	25 35 1/2 A.
MADRID.....	15 25 1/2 A.	15 17 1/2 A.
CADIX.....	15 17 1/2 A.	15 17 1/2 A.
SILVER.....	15 01 A.	15 A.
LISBONNE.....	15 17 1/2 A.	15 17 1/2 A.
PORTO.....	15 17 1/2 A.	15 17 1/2 A.
GENÈVE.....	1 00 A.	1 00 A.
LIVOURNE.....	81 3/4 A.	81 3/4 A.
NAPLES.....	81 3/4 A.	81 3/4 A.
TRIESTE.....	252 5/8 A.	251 1/4 A.
VIENNE.....	253 1/4 A.	251 1/4 A.
MILAN.....	84 5/8 A.	84 1/4 A.
AUGUSTE.....	253 1/4 A.	251 1/4 A.
FRANCOURG.....	2 00 P.	2 5/8 P.
PÉTERSBOURG.....	2 00 P.	2 5/8 P.
MOSCOU.....	2 00 P.	2 5/8 P.
PARIS.....	2 00 P.	2 5/8 P.
LYON.....	99 1/2 A.	98 7/8 A.
BORDAUX.....	99 3/4 A.	98 3/4 A.
MARSEILLE.....	99 3/4 A.	98 3/4 A.
MONTPELLIER.....	99 3/4 A.	98 1/2 A.

MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

Or en bar. à 1000/1000 k. 2434 f. 45 c. 6 95 9	Prime p. 1,000 f.
Louis d'or à 1000/1000 k. 2434 f. 45 c. 6 95 9	
Pièces de 20 et 40 f. 2434 f. 45 c. 6 95 9	
Arg. en b. à 1000/1000 k. 218 f. 89 c. 5 50	
Quadruples espagnols.....	82 50 à 60
Piastres à colonnes.....	5 35
Piastres mexicaines.....	5 35
Quadruples colombiens.....	81 60 75
Souverains.....	25 45
Bank Notes.....	25 47 1/2 100
Bank Notes.....	25 47 1/2 100

FONDS ANGLAIS.

ANGLETERRE.—Londres, 28 févr. 1838 — Cité, 4 h. — Consolidés pour compte, ouverts à 92 7/8, fermés à 92 1/8.

Fonds espagnols : actif, 19 5/8 .. avec coupon; .. .. coupon détaché; Passive, 4 1/2 ..; différée, 7 1/8 ..; coup. de novembre, 21 23; de mai, .. ..

Portugais nouveaux, 27 3/8 ..; 3 0/0; 18 juil. 25 ..; .. Brésiliens, 25 1/2 ..; ..

Colombiens, 28 3/4 ..; .. Mexicains, 29 1/2 ..; .. Belges, 103 1/4 ..; ..

.. .. Hollande, 5 0/0, 103 3/8 ..; .. d'2 1/2, 53 3/8 ..; .. nouv. empr. 101 ..; .. .. Danois, 75 1/2 ..; .. Russes, 113 1/2.

MARCHANDISES.

PARIS, 28 MARS 1838.

Huile colza dispos. 84 .. Courant du milieu, 84 5/8; mars et avril, 84, 5 mois du milieu, 85 ..; 4 derniers, 86 1/2 ..

Libre, 37 ..; .. Voiture, .. ..

Esprit 3/6 dispos., 155; cour. du mois 150 152 50; avril 150 ..; ..; 4 mois d'été, 150 152 50; 4 derniers mois, 157 50 160.

BESTIAUX. — POISSONS, 1<sup>er</sup> mars.

	Entr.	Ventes.	Le 1/2 kil.
BOFS.....	1249	1219	55 à 45
Vaches.....	17	17	49 à 39
Veaux.....	598	598	21 à 65
Moutons.....	1841	5658	56 à 44
Prix moyen par tête.....			Poids en livres.
BOFS.....	330	680	
Vaches.....	235	470	
Veaux.....	62	174	
Moutons.....	22	44	

Havre, 1<sup>er</sup> mars. — VENTES À LA BOURSE.

Bois. — 55 balles acajou ent. 23 f.

Café. — 140 sacs Rio bon ordinaire 55 ent.

.. .. d'2 1/2, 53 3/8 ..; ..

Colons, — 584 b. Mobile 96 1/2; 1/2; 100 d° 94; 50 d° 91 1/2; 50 d° 95 1/2; 100 d° 81 1/2, 200 d° Géorgie 93; 68 d° 94; 31 d° 94 1/2; 100 d° 92; 38 d° 97; 48 d° Louisiane 90 1/2; 6 d° 95 1/2; 17 d° 85; 17 d° 90. — Total, 1390

Favens — 13 milliers du Sud, pêche américaine, en 2 lots, 1 1/2 3/4.

Houblons, — 20 balles prem. sorte d'Amér. 80, 15 d° d' très belle marchandise, 90 fr.

Huile. — 100 milliers de baleine disp. 30 f.

Riz, — 30 les Caroline bon ord. 31 fr.

Les cotons courtoisie des Etats-Unis, de basse qualité, se traitent avec une nouvelle réduction; les houblons, par contre, viennent d'être traités avec une faveur marquée.

Nantes, 24 février. — Colons. — 10 balles Cayenne c. 3 1/2, d° d° 1. 3. élisé 37 50.

Sucre. — 160 sacs Bourbon, 10 d° d°.

Nordaux, 17 février. — Baume. — 148 pochettes du Pérou, de l'Amanita, ent.

Cacao — 421 sacs Caraque, solde de l'Argus, ent., 8; 130 d° d°, ent.; 75 d° d°, ent.; 70 d° d°, ent.

Café. — 7 barils St-Yago, ent., 37 1/2; 4 d° d°, ent., 65; 10 quarts Martinique, acq., 1 1/2 1/2; 16 sacs Havane, ent., 68.

Cannelle. — 1 sacon Ceylan, pr. lettre, ent. 12 50.

Colons. — 64 balles Louisiane acq., 40 d° d° acq. 80.

Cuir. — 500 salés verts, du vaillant, la recette, acq.

Indigo. — 6 caisses Bengale, acq., 3 d° d°, acq.

Jalap. — 9 sacons; ent., 1 50.

Salpêtre. — 260 sacs des mers du Sud, ent., 15 10; 50 d° d